

me dangereux, comme un réprouvé, indigne de paraître en sa présence.

Il n'y avait pas d'erreur là-dessus ; tout le monde avait entendu et vu.

Eh bien, M. Bertrand a cependant cru devoir protester de son dévouement à son évêque.

Qui voulait-il convaincre ?

Sûrement pas les conservateurs qui n'écoutaient que l'évêque.

Pas davantage ses amis qui jugeaient par ses actes qu'il n'obéissait pas et se trouvait en opposition directe avec son évêque.

Alors, qui ?

Eh bien voilà : il agissait ainsi pour contenter un certain nombre des libéraux qui veulent bien qu'on combatte les évêques, mais qui ne veulent pas qu'on le dise ; qui admettent fort bien la lutte à mort contre le clergé, à condition qu'on affiche une hypocrite soumission ; qui permettront toutes les sorties et tous les blâmes contre le prêtre, si on les entoure de sucre et de miel.

Dans Bonaventure le même fait s'est présenté.

Mgr Blais veut imposer à M. Guité, candidat libéral, un engagement auquel celui-ci refuse formellement de souscrire, mais que signe son adversaire.

Les positions sont franches en ce cas.

Les conservateurs approuvent l'acte de l'évêque.

Les amis de M. Guité désapprouvent l'acte de l'évêque.

Sans qu'il soit besoin de discussion, le public voit de suite la position sous ce jour ; pour ou contre l'évêque.

Et bien, malgré cela, on a cru nécessaire, ici encore, de faire croire à quelques libéraux — car on ne pouvait s'adresser qu'à ceux-là — que l'on était avec l'évêque tout en étant contre lui.

Une petite circulaire a été envoyée à cet effet à certains électeurs,

Nous ne croyons pas qu'elle ait eu grand effet, et nous ne la citons que pour établir le procès de tendance que nous dressons au parti libéral.

Le parti libéral ne peut se résoudre à attaquer de front la question religieuse et se figure toujours qu'il y a moyen de concilier le clergé.

C'est une erreur.

L'honorable M. Mercier a plus fait que n'importe qui, pour amener au libéralisme le clergé catholique. Il lui a donné ce qu'il aime le plus au monde : de l'argent.

Le clergé a pris son argent et l'a trahi.

Il en sera toujours ainsi.

Le Canada est le dernier boulevard de l'intolérance religieuse et ce n'est que par la force, la décision et l'inflexibilité que nous pourrions triompher de sa puissance, créée pour le bien et qui tombe aujourd'hui dans l'abjecte perpétration du mal.

VULCAIN.

UN EXEMPLE

Un ami, revenu récemment de France, se trouvait à bord du steamer avec deux prêtres distingués, actuellement à Montréal ; l'un est supérieur d'un ordre religieux très important, l'autre prêche le carême dans une de nos premières églises. Ces messieurs, qui connaissent à fond le Canada et son clergé et qui connaissent également l'histoire du clergé en France, aimaient beaucoup à causer avec les voyageurs, surtout avec les Canadiens. Avec cette quasi-camaraderie qui s'établit si rapidement en voyage, et qu'adoptent de suite les membres du clergé, lorsqu'ils se trouvent séparés de la foule, ces messieurs causaient très librement du sort des prêtres canadiens et ne se gênaient pas de critiquer leur attitude déplorable, réfractaire à tous les enseignements de l'histoire. Leur interlocuteur préféré était l'ami dont je parle, député au parlement, avec lequel ils aimaient à converser de la déplorable immixtion des curés de campagne, dans les affaires purement temporelles ; ils se lamentaient de les voir se mêler aux luttes municipales et politiques ; de les voir diviser invariablement les paroisses en deux partis antagonistes pour et contre le curé ; de les voir toujours en chicane avec une partie de leurs paroissiens, et l'un d'eux s'écria avec une profonde conviction :

— Le clergé canadien s'apercevra de sa ruine, lorsqu'un curé sera insulté et assailli sur la rue. Ce jour-là, tout sera fini. Nous en avons eu l'ex-